



LA CRISE SOCIALE DANS LE MONDE

Rapport 2011 sur la situation sociale dans le monde

Faits saillants

Quelles ont été les conséquences des crises mondiales sur le progrès social?

En 2008 et 2009, le monde a connu la plus grave crise financière et économique depuis la crise des années 30. En 2009, la production mondiale s'est contractée de 2 %. Depuis lors, l'économie mondiale a rebondi, principalement grâce à une coordination sans précédent des mesures budgétaires et monétaires des principales économies. Cette reprise a toutefois été inégale et reste fragile, et ses conséquences sociales se font toujours sentir.

La crise a freiné les progrès en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Au niveau mondial, le chômage a fortement augmenté et touchait 205 millions de personnes en 2009 contre 178 millions en 2007. Cette augmentation s'est accompagnée d'une plus grande vulnérabilité, notamment dans les pays en développement où il n'existe pas de système général de protection sociale. D'après les estimations, entre 47 et 84 millions de personnes supplémentaires sont tombées dans l'extrême pauvreté ou y sont restées piégées en raison de la crise mondiale.
- La crise mondiale a exacerbé les effets des hausses des prix de l'alimentation et des combustibles de 2007 et 2008. D'après la FAO, le nombre de personnes qui connaissent la faim dans le monde a franchi la barre du milliard en 2009, record absolu. À la suite de la récession, les prix de l'alimentation et des combustibles ont poursuivi leur hausse. Ces multiples crises ont réduit à néant les progrès accomplis par de nombreux pays en vue de la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire.
- En période de crise financière et économique, les ménages adoptent souvent des stratégies d'adaptation, et par exemple revoient la nature de leurs dépenses. Toutefois, ces ajustements peuvent avoir des répercussions négatives sur l'éducation, la santé et la nutrition, qui peuvent se traduire par des carences tout au long de la vie, notamment pour les enfants, et perpétuer ainsi la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.
- Les conséquences de la crise dans des domaines tels que l'éducation et la santé n'apparaîtront pleinement qu'avec le temps. Compte tenu de la fragilité de la reprise économique et du caractère inégal de cette reprise dans les principales économies, la situation sociale ne devrait s'améliorer que lentement, et des milliards de personnes devraient continuer à être victimes de la pauvreté, de la faim et du chômage pendant encore plusieurs années.

- Les mesures d'austérité adoptées par certains pays avancés pour réduire leur endettement excessif rendent la reprise encore plus incertaine et fragile. Les pressions de plus en plus fortes en faveur de la consolidation budgétaire et les nouvelles pressions qui se sont fait jour face au niveau élevé d'endettement des États ont fortement limité les marges de manœuvres, notamment budgétaires, des gouvernements des pays développés dont nombre doivent également faire face à des pressions afin qu'ils réduisent leurs dépenses publiques, adoptent des mesures d'austérité, réduisent leur champ d'action et libéralisent davantage le marché du travail.

Quels enseignements doivent en tirer les décideurs?

- **Les pays doivent être en mesure d'appliquer systématiquement des politiques contracycliques.** À cet effet, il est indispensable de revoir l'orientation et la nature des politiques imposées par les organisations internationales comme conditions d'une assistance.
- **Il est essentiel que les gouvernements tiennent compte des conséquences sociales probables de leurs politiques économiques.** Il a été démontré à maintes reprises que des politiques économiques conçues sans tenir compte de leur impact social peuvent avoir de graves conséquences en termes de pauvreté, d'emploi, de nutrition, de santé et d'éducation, ce qui pénalise le développement à long terme.
- Les succès relatifs obtenus par les pays d'Asie et d'Amérique latine face aux répercussions économiques et sociales des crises récentes montrent clairement que les gouvernements doivent appliquer systématiquement des politiques contracycliques et qu'il importe de conserver les excédents budgétaires dégagés en période de forte croissance pour financer les mesures d'expansion en période de crise. Les systèmes de **protection sociale universels et les programmes actifs de création d'emplois doivent être des éléments permanents de la politique économique et sociale**, et non de simples dispositions temporaires destinées à atténuer les conséquences d'une crise.
- **Les investissements dans l'action sociale devraient être prioritaires dans les stratégies et politiques de développement.** L'accroissement des dépenses destinées à assurer une protection sociale à une plus grande partie de la population et à améliorer l'accès à l'éducation et à la santé contribuera à un partage plus large des fruits du développement, et à la croissance de la demande intérieure et donc à asseoir la croissance future sur des bases plus solides.

Aussi graves que soient ses conséquences, la crise offre l'occasion d'avancées sociales, à avoir l'universalité de la protection sociale, une nouvelle approche des conséquences sociales de la mondialisation, et une croissance plus largement partagée et durable.

